

# LOUISE FRESCO

Professeur à l'université d'Amsterdam

Merci beaucoup, Mostafa. Je suis très heureuse d'être ici et de débattre avec vous d'un sujet qui me tient vraiment à cœur. Il y a deux siècles, si nous avions été réunis ici, une personne sur trois serait morte avant l'âge de trente ans. Il y a deux siècles, nos rendements de céréales étaient d'1,5 tonne par hectare. Aujourd'hui, l'espérance de vie approche les 80 ans dans de nombreuses parties du globe et les meilleurs rendements atteignent les 8 à 10 tonnes par hectare. Cette avancée spectaculaire a été possible grâce au travail combiné de la science, des politiques gouvernementales, de l'innovation et de la collaboration.

Aujourd'hui, de nouveaux défis nous attendent : tout le monde s'accorde sur le fait qu'en 2050, nous serons probablement neuf milliards sur terre ; en 2050, 60% de ces neuf milliards de personnes seront des citadins et la demande touchera les protéines animales, le lait, la viande et dans une moindre mesure les légumes. A l'heure où je vous parle, un milliard de personnes sont encore sous-alimentées, un milliard de personnes ont assez de calories mais pas assez de micronutriments, et 1,5 milliard de personnes sont obèses ou mal nourries ; en d'autres termes, 3,5 milliards des 7 milliards de personnes vivant sur terre aujourd'hui ont un problème lié à la nourriture, ce qui constitue un réel défi. Comment y faire face ?

Il est évident que nous pouvons nourrir ces neuf milliards de personnes, aucun scientifique sensé ne remettra ce fait en question, mais deux choses doivent être accomplies. Tout d'abord, à mon avis, nous devons favoriser une innovation sérieuse. Tout ce qui fonctionne bien depuis les années 1960, la combinaison d'apports nutritifs des végétaux, de l'eau, des crédits et du développement des infrastructures doit être d'une certaine manière réinventé. Nous avons accompli beaucoup de choses grâce à la Révolution dite verte, mais nous constatons aussi que les effets se stabilisent, et il faut trouver des moyens de produire les aliments durablement ; je veux dire par là une durabilité qui s'exprime également au niveau social, ce qui pose un énorme problème que je souhaite soulever ici.

La population qui travaille dans l'agriculture est en rapide déclin. De moins en moins de jeunes veulent être agronomes, et rien n'est plus dévastateur pour le recrutement des jeunes que de mettre l'accent sur le concept du « petit, c'est beau » et du fait à la main. Je suis volontairement provocatrice, parce que je pense que l'une des erreurs du débat actuel sur l'agriculture consiste à dire qu'il faut retourner à une agriculture traditionnelle, comme si « petit, c'est beau ». Je pense que le seul moyen d'inciter les jeunes à produire de la nourriture pour ces neuf milliards de personnes est de stimuler l'esprit d'entreprise, l'innovation et le financement de l'agriculture, et nous n'œuvrons pas dans ce sens ; nous n'avons rien qui ressemble de près ou de loin à une stratégie, qu'elle soit nationale ou internationale. Peu de pays disposent d'une stratégie.

Nourrir neuf milliards de personnes exige une gouvernance mondiale, à la fois au niveau international et national. Nous faisons continuellement face à des prix alimentaires hautement instables. Cette instabilité est clairement une combinaison du sous-investissement structurel qu'a subi l'agriculture ces vingt dernières années, y compris de la part de la Banque mondiale et d'un certain nombre de contingences, en particulier le climat et une météo fluctuante, ainsi que de politiques malavisées de la part des gouvernements.

Si la Russie ferme ses frontières à l'exportation des grains, comme elle l'a fait après la sécheresse et les incendies d'il y a deux étés, si la Thaïlande ferme ses frontières à l'exportation de riz, bien qu'elle soit la plus grande exportatrice de riz, l'impact sur le marché mondial sera immédiat, et il est très difficile de gérer ces instabilités. Je n'ai pas peur de la hausse des prix alimentaires en tant que tel ; de fait, ils étaient historiquement au plus bas en 2001 avant le début de l'instabilité, et les prix alimentaires sur le marché mondial ont baissé de 1% depuis 1948, et il est tout à fait logique d'être témoins d'ajustements. Cependant, les agriculteurs et les transformateurs ne peuvent pas faire face à des fluctuations majeures sur le court terme.

En conséquence, la première question que j'avance est la suivante : comment mieux utiliser l'aspect positif de la fluctuation des prix alimentaires pour affecter des investissements à l'agriculture, car il s'agit là d'une opportunité et pas uniquement d'un drame, afin de garantir que l'équilibre naturel ou le rééquilibrage auront lieu sur les marchés en produisant davantage de nourriture en cas de pénurie.

Deuxième point : au niveau international, il est nécessaire de terminer d'une manière ou d'une autre le Cycle de Doha. Je ne rentrerai pas dans le détail, mais il s'agit d'un vrai poids sur les relations internationales pour l'agriculture, et je pense que l'Europe et les Etats-Unis doivent y faire face d'une manière ou d'une autre. Ensuite, nous devons surtout considérer sérieusement les règles dont nous disposons au niveau international. Je pense que nous avons accompli de très bonnes choses, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire et dans un certain nombre d'autres domaines tels que les accords sur les résidus de pesticides et les contaminants. Nous savons comment les gérer, mais nous n'avons pas pris les mesures à suivre afin de nous interroger sur la pertinence de règles et de réglementations dans le secteur dans son ensemble, à travers toute la chaîne alimentaire, concernant la production durable des récoltes et du bétail.

C'est la faiblesse du sommet sur le climat de Durban ; il ne donnera sans doute pas grand chose par rapport à un nouveau protocole de Kyoto, mais parallèlement, l'industrie alimentaire prend réellement ses responsabilités en matière d'émissions de gaz à effet de serre, de réduction énergétique, de recyclage, de récupération, etc. Je suis persuadée que nous pouvons avoir des cycles beaucoup plus fermés de production agricole, comprenant la récupération d'éléments tels que les phosphates et la réduction des charges en azote. N'oubliez pas que dans certains pays, 90% des engrais azotés n'atteignent pas la plante et le consommateur. En conséquence, nous pouvons accomplir énormément de choses avec les connaissances dont nous disposons actuellement.

En matière de régulations, la grande question est celle des OGM, des organismes génétiquement modifiés, sur laquelle la position de l'Europe est très conservatrice. Pourtant, la croissance des OGM a lieu dans des marchés émergents. Il faut trouver un moyen de gérer cette question sans créer de distorsion des marchés. Concernant les marchés, il s'agit de trouver les moyens de faire face aux effets négatifs de la mondialisation pour certains groupes de personnes, les pauvres et les plus vulnérables, tout en nous assurant que nous n'avons pas de frontières artificielles, car si la mondialisation nous a appris une chose, c'est que la nourriture se produit mieux dans des zones faites pour l'agriculture et que la mondialisation peut améliorer le commerce de produits alimentaires qui doivent en outre répondre à des critères de durabilité.

Permettez-moi de poser ici la question qui est peut-être la plus difficile en termes de gouvernance.

Il existe dans de nombreux cercles, y compris au G20, un appel à la régulation des prix alimentaires. Il me semble que nous disposons de très peu de preuves montrant que cela va fonctionner. Il existe en outre des rapports, y compris de la Banque mondiale, qui démontrent que c'est une mauvaise idée. Le passé est jonché de tentatives de création de zones et de volumes tampon très peu efficaces. Pourtant, si nous étudions l'histoire, il est très clair que certains pays, parmi lesquels les Etats-Unis, le Canada et la plupart des pays de l'OCDE, ont prospéré parce qu'ils protégeaient et continuent à protéger leurs agriculteurs. En conséquence, pour que l'agriculture prospère, nous devons enclencher la transition vers une agriculture durable qui soit compétitive, qui attire les jeunes et l'esprit d'entreprise et qui attire les bons investissements.

Enfin, ceci ne se réalisera pas par le seul biais des agriculteurs ; une tendance forte sur le marché mondial aujourd'hui, et au niveau national, est l'intégration à travers toute la chaîne alimentaire : avec des ressources et des prix fluctuants, les entreprises alimentaires achètent et louent des terres et signent des contrats d'achat avec les agriculteurs. Les gros détaillants, les Walmart de ce monde, dominent le marché de l'agriculture d'une manière insoupçonnée il y a encore dix ans. Les consommateurs sont plus organisés. Il y a donc un changement du paysage agricole. La question est de savoir comment mettre en place la gouvernance pour s'assurer qu'elle bénéficie effectivement aux deux milliards qui sont mal nourris, qui nous permette de produire de la nourriture d'une manière durable et qui garantisse qu'à l'horizon 2050, nous nourrissons tout le monde autant que faire se peut. Tout ceci est possible, mais nous n'y sommes pas encore.